

MINISTÈRE DE L'INTERIEUR
ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

F. 91 — 1448

24 MAI 1991. — Arrêté royal fixant les règles de procédure de la suspension ou du retrait des autorisations ou des agréments prévus par la loi du 10 avril 1990 sur les entreprises de gardiennage, sur les entreprises de sécurité et sur les services internes de gardiennage

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 10 avril 1990 sur les entreprises de gardiennage, sur les entreprises de sécurité et sur les services internes de gardiennage, notamment l'article 17;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;
Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. Le présent arrêté s'applique à la suspension ou au retrait :

1^o de l'autorisation accordée pour exploiter une entreprise de gardiennage ou pour organiser un service interne de gardiennage;
2^o de l'agrément accordé pour exploiter une entreprise de sécurité;

3^o de l'agrément accordé aux organismes qui assurent la formation professionnelle;

4^o de la carte d'identification délivrée aux personnes qui exercent des activités de gardiennage.

Dans la suite du dispositif, le mot « l'intéressé », désignera la personne — physique ou morale — qui a reçu une autorisation ou un agrément ou la personne physique qui détient une carte d'identification.

Art. 2. Avant de suspendre ou de retirer une autorisation ou un agrément ou de retirer une carte d'identification, définitivement ou pour une durée déterminée, le Ministre de l'Intérieur ou le fonctionnaire qu'il délègue à cette fin informe l'intéressé, par lettre recommandée à la poste :

1^o de tous les faits qui lui sont reprochés;
2^o de la mesure de suspension ou de retrait qu'il envisage de prendre;
3^o du droit de l'intéressé de prendre connaissance de son dossier et de se faire assister ou représenter par un défenseur de son choix;
4^o de l'endroit où le dossier peut être consulté et du délai dont il dispose à cet effet.

Art. 3. Le Ministre de l'Intérieur ou le fonctionnaire qu'il délègue à cette fin peut entendre toute personne pouvant fournir des renseignements.

Si cette audition n'a pas eu lieu avant l'envoi de la lettre visée à l'article 2, il ne peut y être procédé qu'en présence de l'intéressé ou celui-ci dûment appelé.

Si cette audition a eu lieu avant l'envoi de ladite lettre, le dossier contient les procès-verbaux d'audition.

Art. 4. L'intéressé dispose d'un délai de 15 jours ouvrables à partir de la réception de la lettre visée à l'article 2 pour consulter sur place le dossier constitué à sa charge et en obtenir copie.

Art. 5. L'intéressé peut communiquer par lettre recommandée ses moyens de défense dans un délai de 30 jours ouvrables au plus tard après la réception de la lettre visée à l'article 2.

Après avoir examiné les moyens de défense de l'intéressé, le Ministre de l'Intérieur ou le fonctionnaire qu'il délègue à cette fin convoque l'intéressé pour l'entendre.

Il est dressé procès-verbal de l'audition; il en est donné lecture, l'intéressé est invité à le signer et en reçoit copie. Si l'intéressé refuse de signer, ce refus est acté au procès-verbal et le motif en est indiqué.

MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN
EN OPENBAAR AMET

N. 91 — 1448

24 MEI 1991. — Koninklijk besluit tot vaststelling van de regels aangaande de procedure tot schorsing of intrekking van de vergunningen of erkenningen bepaald in de wet van 10 april 1990 op de bewakingsondernemingen, de beveiligingsondernemingen en de interne bewakingsdiensten

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 10 april 1990 op de bewakingsondernemingen, de beveiligingsondernemingen en de interne bewakingsdiensten, inzonderheid op artikel 17;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Binnenlandse Zaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Dit besluit is toepasselijk op de schorsing of intrekking van :

1^o de vergunning voor het exploiteren van een bewakingsonderneming of het opzetten van een interne bewakingsdienst;

2^o de erkenning voor het exploiteren van een beveiligingsonderneming;

3^o de erkenning verleend aan instellingen die zorgen voor de beroepsopleiding;

4^o de identificatiekaart afgegeven aan personen die bewakingsactiviteiten uitoefenen.

Verderop in het bepalend gedeelte zullen de woorden « de belanghebbende » doelen op de persoon — natuurlijke persoon of rechts-persoon — die een vergunning of erkenning heeft gekregen, dan wel op de natuurlijke persoon die een identificatiekaart onder zich houdt.

Art. 2. Alvorens een vergunning of erkenning te schorsen of in te trekken of een identificatiekaart blijvend of voor een bepaalde termijn in te trekken, brengt de Minister van Binnenlandse Zaken of de ambtenaar die hij daartoe machtigt de belanghebbende bij een ter post aangetekende brief op de hoogte van :

1^o alle hem ten laste gelegde feiten;

2^o de schorsings- of intrekkingmaatregel die hij beoogt te nemen;

3^o het recht van de belanghebbende om inzage te nemen van zijn dossier en om zich te laten bijstaan of vertegenwoordigen door een raadsman van zijn keuze;

4^o de plaats waar het dossier kan worden ingezien en de termijn waarover hij daartoe beschikt.

Art. 3. De Minister van Binnenlandse Zaken of de ambtenaar die hij daartoe machtigt kan eenieder horen die inlichtingen kan verstrekken.

Indien dat verhoor niet heeft plaatsgehad voordat de in artikel 2 bedoelde brief is verzonden, kan dat verhoor alleen worden afgenoem in tegenwoordigheid van de belanghebbende of nadat deze behoorlijk is opgeroepen.

Indien het verhoor plaats heeft gehad voordat de bewuste brief is verzonden, bevat het dossier de proces-verbaal van het verhoor.

Art. 4. De belanghebbende beschikt vanaf de ontvangst van de brief bedoeld in artikel 2 over een termijn van 15 werkdagen om het te zijnen laste aangelegde dossier ter plaatse in te zien en er een afschrift van te verkrijgen.

Art. 5. Tot uiterlijk 30 werkdagen na de ontvangst van de brief bedoeld in artikel 2 kan de belanghebbende zijn verdedigingsmiddelen meedelen per aangetekende brief.

Na de verdedigingsmiddelen van de belanghebbende te hebben onderzocht, roept de Minister van Binnenlandse Zaken of de ambtenaar die hij daartoe machtigt de belanghebbende op om hem te horen.

Van het verhoor wordt proces-verbaal opgemaakt; er wordt voorlezing van gedaan, de belanghebbende wordt verzocht het te ondertekenen en ontvangt er een afschrift van. Indien de belanghebbende weigert te ondertekenen wordt dit vermeld in het proces-verbaal en wordt de reden van de weigering opgegeven.

Si l'intéressé renonce par écrit à l'audition ou ne s'y présente pas, le Ministre de l'Intérieur ou le fonctionnaire qu'il délègue à cette fin dresse, selon le cas, un procès-verbal de désistement ou de non-comparution.

Art. 6. Le Ministre de l'Intérieur prend dans les deux mois de la clôture du procès-verbal d'audition, de désistement ou de non-comparution, une décision qu'il notifie à l'intéressé par lettre recommandée. Cette notification doit en tout cas intervenir dans les six mois de la notification visée à l'article 2.

S'il ne statue pas dans le délai de deux mois prévu au 1er alinéa, ou s'il ne notifie pas sa décision dans le délai de six mois prévu au 1er alinéa, le Ministre de l'Intérieur est censé renoncer à toute mesure de suspension ou de retrait pour les faits qui ont été mis à charge de l'intéressé.

Art. 7. Au cas où le Ministre de l'Intérieur envisage une suspension ou un retrait en raison de l'exercice d'activités incompatibles avec l'ordre public ou avec la sécurité intérieure ou extérieure de l'Etat, chacun des délais fixés aux articles 5 et 6 est ramené à deux jours ouvrables.

Le délai fixé à l'article 6, premier alinéa pour la décision est ramené à 14 jours ouvrables et celui pour la notification, à 30 jours ouvrables.

Art. 8. Au cas où une suspension ou un retrait est envisagé en raison de faits qui constituent une menace grave et imminente pour l'ordre public et où le Ministre de l'Intérieur prend une mesure telle que définie à l'article 8, § 5, de la loi, il informe l'intéressé, simultanément avec la notification prévue à l'article 2, de la mesure immédiate et des raisons qui la justifient.

Art. 9. La prise d'une mesure immédiate n'a pas d'incidence sur le déroulement de la procédure fixée aux articles 2 à 7 inclus.

Art. 10. Aussi longtemps que la mesure immédiate est en vigueur, l'intéressé peut introduire une requête motivée de suppression de celle-ci.

Si le Ministre de l'Intérieur estime que la mesure n'est pas nécessaire plus longtemps, il la retire immédiatement.

Art. 11. Notre Ministre de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 24 mai 1991.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,

L. TOBACK

F. 91 — 1449

24 MAI 1991. — Arrêté royal relatif aux armes utilisées par les membres du personnel des entreprises de gardiennage et des services internes de gardiennage

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 10 avril 1990 sur les entreprises de gardiennage, sur les entreprises de sécurité et sur les services internes de gardiennage, notamment les articles 2, § 1^{er}, et 8, §§ 2 et 5;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. § 1^{er}: Les entreprises de gardiennage ou les services internes de gardiennage ne peuvent posséder des armes ou des munitions que moyennant une permission spéciale du Ministre de l'Intérieur. Cette permission n'est accordée que si la possession des armes ou des munitions est requise pour l'accomplissement de missions de gardiennage pour lesquelles une autorisation est nécessaire.

Indien de betrokkenen schriftelijk afstand doet van het verhoor of zich er niet op aanmeldt, maakt de Minister van Binnenlandse Zaken of de ambtenaar die hij daartoe machtigt, naar gelang van het geval, een proces-verbaal van afstand of van niet-verschijnen op.

Art. 6. De Minister van Binnenlandse Zaken neemt binnen de twee maanden na het afsluiten van het proces-verbaal van het verhoor, van afstand of van niet-verschijnen, een beslissing waarvan hij de belanghebbende per aangetekende brief in kennis stelt. Deze kennisgeving dient in elk geval binnen zes maanden na de kennisgeving bedoeld in artikel 2 te gescheiden.

Indien de Minister van Binnenlandse Zaken geen uitspraak doet binnen de termijn van twee maanden voorgeschreven in het eerste lid, of indien hij geen kennis geeft van zijn beslissing binnen de termijn van zes maanden voorgeschreven in het eerste lid, wordt hij geacht af te zien van elke schorsing- of intrekkingmaatregel ten aanzien van de feiten die de belanghebbende ten laste zijn gelegd.

Art. 7. In het geval de Minister van Binnenlandse Zaken een schorsing of intrekking overweegt wegens het uitvoeren van activiteiten die onverenigbaar zijn met de openbare orde of met de inwendige of uitwendige veiligheid van de Staat, wordt elk van de in de artikelen 4 en 5 vastgestelde termijnen teruggebracht op twee werkdagen.

De in artikel 6, eerste lid bepaalde termijn voor de beslissing wordt teruggebracht op 14 werkdagen en die voor de kennisgeving op 30 werkdagen.

Art. 8. In het geval een schorsing of intrekking overwogen wordt wegens feiten die een ernstige of onmiddellijke bedreiging van de openbare orde uitmaken en de Minister van Binnenlandse Zaken een onmiddellijke maatregel neemt zoals omschreven in artikel 8, § 5 van de wet, stelt hij de belanghebbende, tegelijkertijd met de kennisgeving voorzien in artikel 2, op de hoogte van de onmiddellijke maatregel en van de redenen ertoe.

Art. 9. Het nemen van een onmiddellijke maatregel heeft geen invloed op het verloop van de procedure bepaald in de artikelen 2 tot en met 7.

Art. 10. Zolang de onmiddellijke maatregel van kracht is kan de betrokkenen een met redenen omkleed verzoek indienen tot opheffing ervan.

Indien de Minister van Binnenlandse Zaken de maatregel niet langer noodzakelijk acht, trekt hij deze onmiddelijk in.

Art. 11. Onze Minister van Binnenlandse Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 24 mei 1991.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,

L. TOBACK

N. 91 — 1449

24 MEI 1991. — Koninklijk besluit betreffende de wapens die worden gebruikt door de personeelsleden van bewakingsondernemingen en interne bewakingsdiensten

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet:

Gelet op de wet van 10 april 1990 op de bewakingsondernemingen, de beveiligingsondernemingen en de interne bewakingsdiensten, inzonderheid op de artikelen 2, § 1, en 8, §§ 2 en 5;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Binnenlandse Zaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. § 1. Bewakingsondernemingen of interne bewakingsdiensten mogen slechts wapens of munitie bezitten met een bijzondere toestemming van de Minister van Binnenlandse Zaken. Deze toestemming wordt enkel verleend indien het bezit van de wapens of de munitie vereist is voor het uitvoeren van bewakingsopdrachten waarvoor een vergunning nodig is.